

peut pas faire table rase et recommencer à zéro, en ne tenant aucun compte de l'apport considérable des organisations internationales et, en particulier, des Nations Unies. Comme le disait Lester B. Pearson, il y a des années : «On ne peut abandonner les Nations Unies comme principale structure de paix.»

Cependant, nous croyons qu'il est à nouveau temps de chercher des idées nouvelles en ce qui concerne l'avenir que nous souhaitons pour la communauté mondiale. Nous pourrions puiser dans nos connaissances et nous inspirer de notre expérience pour mettre au point de nouvelles idées en matière de réalisation, de maintien et d'édification de la paix; de contrôle des armements et de désarmement; de formes d'arbitrage et de procédures de recours dans les cas de conflits entre États; de réforme des organismes des Nations Unies spécialisés dans les questions économiques, sociales ou culturelles; de mesures pratiques pour renforcer la collaboration entre les organisations de sécurité; d'amélioration des mécanismes multilatéraux de développement en vue de mettre fin au sous-développement chronique; de catastrophes écologiques internationales et de migrations internationales de populations.

Cette liste n'est manifestement pas exhaustive, mais elle cerne les domaines dans lesquels le Canada, de l'avis du gouvernement, peut contribuer à améliorer les choses. Maintenant que la Guerre froide est terminée, il faut continuer à encourager les divers pays du monde à rechercher la paix. Il faut continuer à chercher des façons de promouvoir le dialogue et la collaboration entre les nations.

Comme l'a dit Lester Pearson en acceptant le prix Nobel de la paix, en 1957 :

La meilleure garantie de paix, ce n'est pas le pouvoir, mais la suppression de la cause de la guerre, des accords internationaux qui établissent la paix sur des bases plus solides que la terreur de la destruction.

Dans ce nouveau contexte international, le Canada doit revoir ses priorités géographiques. La fin d'un monde bipolaire et l'apparition de nouvelles puissances économiques ont contribué au développement des groupes régionaux. Les institutions régionales peuvent apporter de nombreux bénéfices au système international. Elles sont parfois le meilleur instrument de développement économique et de médiation.

Nous espérons que la puissance croissante de certains pays leur donnera la confiance et la détermination nécessaires afin de promouvoir une coopération entre régions sur un nombre important de questions internationales. Nous voulons établir des liens solides qui nous permettraient d'entamer un dialogue franc et ouvert sur nos préoccupations économiques, sociales, politiques